

# De coup d'Etat militaire en coup d'Etat militaire l'impérialisme est-il en train de recoloniser l'Afrique ? p.8

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous. »

**Reconstruire  
la IV<sup>e</sup>  
Internationale**

(Voir en page 3)



## VOIX OUVRIERE

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE

8 MARS 1966 — N° 55

Paraît toutes les deux semaines — 0,50 F

# A L'HORIZON DU P. C. F. LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE 1967

## Pour être sûr d'arriver il faut savoir où l'on va

**L**ES mouvements sociaux qui se développent actuellement, et qui sont relativement bien suivis, montrent qu'il existe un mécontentement indiscutable parmi les travailleurs et, qui plus est, ceux-ci ne manquent pas de l'exprimer chaque fois que l'occasion leur en est donnée.

Mais s'il existe un mécontentement nettement exprimé, on ne saurait dire qu'il y ait une volonté de lutte. D'ailleurs il serait difficile qu'il en soit autrement. Aucun objectif n'est clairement fixé par les organisations dites ouvrières et les moyens de lutte donnent tout juste, aux travail-

de lutte farouche pour une amélioration substantielle de nos conditions de vie.

Des objectifs précis et unitaires ce sont :

— une augmentation des salaires de 200 F par mois avec

— pas de salaire inférieur à 1.000 F par mois ;

— garantie du salaire réel, quelles que soient les fluctuations économiques ;

— fixation immédiate de l'horaire hebdomadaire à 40 heures et non à 54 (ce sera le 30e anni-

versaire de la loi de 40 h en juin prochain) ;

— franchise d'une heure par jour pour compenser en partie les pertes de temps dues aux transports et dont la responsabilité incombe aux Pouvoirs publics, à cause de leur mauvaise politique en matière de logements et de transport ;

— réforme de la Sécurité sociale comportant la gratuité des soins et des médicaments, abaissement de l'âge de la retraite ;

— respect des libertés ouvrières et démocratisation de la représentation des travailleurs.

Ce sont là des objectifs qui ne règlent pas tous les problèmes mais qui intéressent tout le monde. Les représentants des syndicats les trouveront inaccessibles et démagogiques.

OR, 30 ANS APRES, CES OBJECTIFS NE SONT PAS SUPPLÉMENTAIRES A CEUX QUI FURENT OBTENUS EN 1936. Par la lutte, il est vrai, et non pas par la « discussion ».

Allons-nous fêter cet anniversaire par des actions symboliques, pour des revendications illusoires, alors que nous avons la force, en précisant nos objectifs et en unifiant nos luttes, d'imposer la vie meilleure rendue possible grâce au développement de la technique et de la science !

Les syndicats actuels ne nous aideront pas, au contraire. Mais ne sommes-nous pas devenus majeurs ?

Cessons de discuter sur des brouilleries. Regardons les choses en face avec confiance. Apprenons à ne compter que sur nous-mêmes. Sachons aussi donner un peu de notre argent et surtout de notre temps pour nous occuper nous-mêmes de nos affaires, au lieu de les confier à des professionnels de la capitulation.

bourgeois qui voudraient bien accepter de faire du P.C.F. un « parti de gouvernement ».

Et le Parti communiste bien français de faire risette de tous côtés, pour tenter de prouver qu'il est majeur, que la bourgeoisie se fait des idées à son propos, qu'il a, depuis longtemps, renoncé à la révolution, que s'il aspire à venir « au pouvoir », il faut entendre par là qu'il n'aspire qu'à des places de ministres et qu'il est tout aussi capable d'être utile au Ministère de l'Intérieur ou des Affaires Etrangères, qu'à celui du Travail ou de l'Agriculture.

Nous exagérons ? Point n'en est besoin. Les journaux du P.C.F. ont plus ou moins tous fait allusion, avec des minauderies de vieilles coquettes, à l'enquête de l'I.F.O.P. publiée récemment par Le Nouvel Observateur, François Billoux y fait allusion dans l'édition de « France-Nouvelle », hebdomadaire du Comité Central du P.C.F., et Laurent Saïni la commente longuement dans l'édition de « L'Humanité Dimanche » auquel nous empruntons les lignes suivantes :

« Deux questions décisives dans ce sondage : l'une a trait à « la prise du pouvoir », l'autre à l'entrée de ministres communistes dans le gouvernement. La première est tenue pour impossible, dans les dix prochaines années, par 49 % des personnes consultées ; 29 % la considèrent possible ; 22 % ne se prononcent pas. La seconde, trouve 38 % des personnes consultées favorables, 30 % opposées, 23 % indifférentes et 9 % sans opinion. »

« Ce n'est pas interpréter à l'excès la première question que de dire qu'en répondant négativement les personnes consultées songeaient surtout à une révolution violente. »

Faute de quoi, on ne pourrait comprendre les réponses à la deuxième question, plus directe, plus précise, parfaitement évocatrice pour des Français. Une grande partie d'entre eux-ci — loin encore de constituer la ma-

jeorité — souhaite qu'il y ait des ministres communistes. »

« Il serait fâcheux de ne pas saisir l'importance des transformations que ce sondage révèle et tous les moyens qu'un tel état d'esprit donne aux forces démocratiques. »

Transformation, avons-nous dit ; il faut ajouter : en cours. Car, si 47 et 37 % des personnes consultées confieraient volontiers aux communistes le Travail ou l'Agriculture, 52 % leur refusent les Affaires Etrangères et 47 % le ministère de l'Intérieur. C'est dire combien les préjugés sont tenaces, et le chemin qui reste à parcourir pour que la collaboration entre démocrates soit conçue par tous comme une collaboration entre égaux, rivaux seulement dans leur ardeur au travail. »

« Tous les Français, de plus, n'ont pas du Parti Communiste et de sa politique la vision directe que les communistes en ont. Partant, ils sont portés à accepter des notions qui, à nous, paraissent surprenantes. Ainsi ces réponses à la question : le Parti Communiste est-il devenu plus conciliant ? 60 % répondent oui ; 22 % ne l'ont pas vu changer ; 15 % sont sans opinion et 3 % le trouvent plus « dur ». Ici aussi, cependant, s'expriment les changements dont on parlait plus haut. A leur manière, et à la manière de gens peu et mal informés de notre politique, ne la connaissant que par ouï-dire, par les déformations dont elle est quotidiennement l'objet, les personnes consultées montrent qu'en nous connaissant mieux, ils nous comprennent davantage. »

Au demeurant — et en rejetant ces notions de « conciliants » et de « durs » qui n'ont guère de réalité — les communistes ne rougissent pas d'avoir changé. Ils ont changé parce qu'ils sont communistes et, donc, adaptent leur action, leur politique aux changements du monde lui-même. »

● suite page 3

leurs, un moyen de faire connaître, assez timidement, leur mécontentement.

Les mesures soi-disant sociales du gouvernement se résument à :

— L'augmentation du SMIG. Or, la grosse majorité des travailleurs qui appartiennent aux entreprises qui ont suffisamment d'envergure pour que leur lutte ait un certain retentissement, est payée au-dessus du SMIG.

— L'augmentation plus que timide des Allocations familiales.

— Des promesses inconsistantes sur une possibilité de participation des travailleurs aux résultats des entreprises.

Si la situation économique, de l'aveu du gouvernement et du patronat s'améliore nettement, les travailleurs eux, doivent encore s'estimer très heureux quand leur situation ne régresse pas. Et ce n'est pas le cas de tous, et ceux de Port-de-Bouc en savent quelque chose.

En face de cette situation les syndicats lancent des mouvements dispersés et la plupart du temps catégoriels avec comme objectifs :

— obliger les patrons à la discussion. Mais pour discuter de quoi ? Les syndicats ne précisent pas. Pour eux la victoire sera de grande le jour où les représentants patronaux les acceptent à leur table. Pour les travailleurs il ne s'agit pas de discuter, mais simplement de faire entendre une voix qui ne soit pas celle de la soumission et de l'acceptation des volontés gouvernementales.

L'ampleur des manifestations de mécontentement passif, nous montre qu'avec des objectifs précis et unitaires d'une part, et des mouvements mieux coordonnés d'autre part, l'expression du mécontentement des travailleurs pourrait devenir rapidement une volonté

# La der des der...

**L**UNDI 21 février, cinquantième anniversaire de la boucherie de Verdun — une parmi tant d'autres.

Depuis la semaine dernière, la presse, la radio, la télévision font revivre ou plutôt « remouvoir » « l'épopée » et le sacrifice de milliers de soldats morts ou marqués à jamais par la rapacité des impérialistes mondiaux, par l'incurie du Grand Etat Major Français et la soif de vaincre de son homologue allemand. Profitant de l'occasion, l'Etat et ses serviteurs, en ranimant la flamme du Soldat inconnu, raniment celle du patriotisme et du chauvinisme. On reparle du boche, du fridolin, du frise et du fritz. Car si les aléas de la diplomatie française ont fait du teuton, notre ancien ennemi héréditaire, le grand ami actuel avant de devenir l'ami de toujours, ce qui importe pour les bourgeois français, c'est d'entretenir le chauvi-

nisme : hier le chleuh, demain les popots ou les jaunes.

A Verdun, avec ses milliers de morts et d'estropiés, la bourgeoisie rend hommage (elle leur doit bien ça) aux paysans et ouvriers sous l'uniforme qui se sont battus pour lui conserver ses privilèges et lui en conquérir d'autres.

Car cette guerre de 14 — et l'autre de 39 — si elle fut menée sous le drapeau de la sauvegarde de la civilisation contre les barbares venant de l'Est (sauf pour la Russie, alliée de la France ou les barbares venaient de l'Ouest), visait en fait des biens plus matériels de part et d'autre des champs de bataille : Sauvage et conquêtes de colonies, appropriation de lignes de chemin de fer et de détroits stratégiques. C'est de cela qu'il faut se souvenir, de ce qu'on ne nous apprend pas dans les livres et de

ce que l'historiographie officielle nous cache.

Il faut se souvenir qu'en 1917 les ouvriers ont pris le pouvoir en Russie pour mettre fin à la guerre et qu'en Allemagne la mutinerie de la flotte, que le gouvernement naval envoyait pour la gloire dans une mission suicide contre les Anglais, commença la révolution de 1918-1919.

Ceux qui se battaient pour la vraie « der des der » ne se battaient pas à Verdun mais à Moscou, Péterograd, Kiel, Berlin, sur des barricades contre ceux qui les avaient commandés à Verdun ou ailleurs.

Eux seuls voulaient vraiment un monde meilleur, sans guerre. Ils ont été vaincus. Leur combat, celui des ouvriers de tous les pays contre les oppresseurs de tous les pays reste à mener, mais celui-là seul sera le « der des der ».

D. T.

# CONTRE LES AUGMENTATIONS HIERARCHISEES PRECONISEES PAR LES SYNDICATS:

## Augmentation uniforme des salaires

**D**EPUIS que le gouvernement a autorisé un certain déblocage des salaires pour justifier le déblocage des prix, les syndicats s'activent autour des revendications de salaires de 3 à 4 %. Fidèles à leurs traditions de petits avocailles ils proposent des revendications en pourcentage et dans certaines entreprises, mêmes, ils se voient obligés de défendre leurs positions en faveur de ces augmentations en pourcentage qui sont accueillies plutôt défavorablement par les ouvriers.

Que penser d'une telle position ? D'abord la hiérarchie des salaires est-elle justifiée. Ensuite cette hiérarchie comment est-elle établie et comment est-elle respectée ?

Enfin les travailleurs ont-ils intérêt à défendre la hiérarchie des salaires ?

La hiérarchie des salaires a été établie arbitrairement pour fixer les salaires à des taux différents selon les catégories professionnelles. Quels sont les éléments qui justifient les différences entre les catégories professionnelles ? En apparence il en existe beaucoup. Mais dès que l'on veut définir des critères d'appréciation pour élaborer une hiérarchie des salaires on s'aperçoit que les possibilités d'appréciation ne reposent sur absolument rien de juste.

Finalement les éléments retenus sont ceux qui collent le mieux avec le système d'exploitation capitaliste. Comment définir les capacités des salariés pour les classer dans une catégorie plus ou moins élevée dans la hiérarchie des salaires ?

Pour les esprits schématisés on a coutume de classer le manoeuvre en bas de l'échelle hiérarchique et l'ingénieur en haut. On ne peut pas comparer un balayeur et un ingénieur entend-on souvent dire ? Qu'est-ce qui les différencie

tellement qui justifie que l'un doive se contenter d'un salaire de 5 à 10 fois inférieur à l'autre, quelquefois davantage.

L'ingénieur a eu la chance d'aller à l'école pendant que l'autre devait déjà travailler pour gagner sa croûte et aussi celle de celui qui poursuivait ses études. Dès le départ la fourchette s'agrandit. Parce que l'un a eu la chance d'apprendre on lui favorise la possibilité de continuer à apprendre. Des stages gratuits de perfectionnement lui sont offerts tandis que le pauvre diable qui part dans la vie sans bagage, voit les obstacles s'accumuler sur sa route lorsqu'il essaie d'améliorer ses capacités. Un manoeuvre ne devient pas facilement O.S. Pratiquement un patron ne confie pas une machine à un ouvrier qui n'a jamais tenu dans les mains qu'un balai. La chance du manoeuvre c'est le manque de main-d'œuvre qui obligera le patron à lui confier une tâche d'O.S. mais après combien de précautions, après des semaines voire des mois « d'essais » sans la paye correspondante bien entendu. Mais il est encore plus difficile à un O.S. de devenir compagnon et à un compagnon de devenir technicien.

Les connaissances d'un ingénieur sont supérieures à celles d'un manoeuvre, cela ne veut pas dire que les capacités du manoeuvre soient moindres. Pour l'affirmer il aurait fallu donner aux deux les mêmes chances de s'instruire.

Mais au critère de capacités justifiant une différence de salaire on ajoute souvent le degré de responsabilité. Le chef de service qui a 10 ou 15 employés sous ses ordres est reconnu avoir des responsabilités. En principe c'est lui qui met sa griffe sur une lettre qui sera signée pour le moins par un directeur.

Il aura la responsabilité de présenter à ce directeur une lettre propre bien faite, où le ton aura été mesuré pour ne pas déplaire au client. Il aura la responsabilité correspondant à son degré d'instruction (souvent un ingénieur) et ne devra surtout pas laisser passer la petite phrase qui permettrait à un client de discuter le paiement d'une somme infime. Mais sa responsabilité ne sera pas mise en cause, n'ayant vu l'erreur d'un collègue, il est resté prudemment à l'écart pour jouir à son aise des ennuis dont celui-ci sera accablé. Cela c'est la responsabilité d'un

chef de service. Par contre un aiguilleur de la S.N.C.F., un grutier, un pontonnier dont une erreur de manoeuvre peut coûter des vies humaines, ceux-là sont considérés comme n'ayant pas de responsabilités. Ils ont des chefs au-dessus d'eux qui encaissent la paye de leurs responsabilités. Mais quand un accident arrive ce sont eux et non leur chef qu'on inculpe et que parfois on envoie en prison.

La hiérarchie des salaires ne se justifie pas du point de vue des capacités, ni de celui des responsabilités. En système capitaliste elle se justifie de 2 points de vue: d'abord établir une distinction donc une division parmi les travailleurs. Ensuite selon les lois de l'offre et de la demande. Un chef d'équipe de l'automobile en 1938 gagne plus qu'un architecte diplômé du bâtiment et moins qu'un simple compagnon de l'aviation. Après la guerre les travailleurs de l'automobile étaient les mieux payés parce que cette industrie était en plein essor. Aujourd'hui d'autres industries payent mieux. Il y a de nombreux travailleurs, qui quittent leur entreprise pour aller gagner un peu plus ailleurs. Ont-ils pour autant amélioré leurs capacités ?

La hiérarchie des salaires est établie arbitrairement en fonction de l'offre et de la demande sur le marché du travail et aussi et surtout en fonction du rapport de forces à un moment donné entre patrons et ouvriers.

L'éventail hiérarchique établi dans les différentes conventions collectives correspondait à un rapport de forces entre ouvriers et patrons à une époque où furent établies ces conventions collectives. Si les syndicats avaient organisé nos luttes pour veiller au respect des conventions collectives et à une amélioration de l'échelle hiérarchique dans le sens d'un nivellement par le haut on ne pourrait qu'approuver leur souci d'une grille hiérarchique contrôlée en opposition à l'anarchie totale des salaires voulue par les patrons. Mais tel n'est pas le cas ; tout au contraire.

Pour ne pas augmenter les salaires sur un plan général on a fait jouer la « Promotion » on a fait « passer » certains travailleurs à un échelon supérieur et bien souvent on a créé des échelons intermédiaires pour justifier une augmentation à quelques-uns sans être

obligé de la donner à tous. Par des augmentations en pourcentage c'est cette situation anormale et anarchique que les syndicats nous demandent de maintenir et d'aggraver.

Il faut d'abord remettre de l'ordre dans les salaires ; il faut remettre aux salaires les plus bas, sacrifiés dans les luttes partielles et catégorielles de se rapprocher au maximum des catégories plus privilégiées.

Pour cela il faut revendiquer des augmentations uniformes qui doivent tendre à niveler les salaires vers le haut.

Ce n'est pas seulement une question de justice sociale. C'est aussi et surtout une question d'efficacité. Remettre de l'ordre dans les salaires cela veut dire augmenter les plus bas salaires d'un minimum de 200 F par mois.

Un salaire de 600 F passerait à 800 F soit une augmentation de plus de 30 %. Bien sûr pour un salaire de 5.000 cela ne fait que 4 %. Mais s'il faut entrer en lutte qui sera dans la bataille les ouvriers à 600 F ou les cadres à 5.000 F. Les 4 % que réclament actuellement les syndicats donneraient leur 200 F aux cadres à 5.000 F par mois et 24 F à l'ouvrier ou employé à 600 F. Où est la magie ?

Le rôle des syndicats est de défendre en premier lieu les petites payes. Quand, par la lutte, les salaires les plus bas deviendront convenables, les grosses payes se débrouilleront bien pour veiller à leur privilège.

En tout cas ce n'est pas à ceux qui gagnent 600 F de se battre pour 24 F pour permettre à ceux qui en gagnent 5.000 d'avoir leurs 200 F. Ceux qui nous proposent ces solutions nous prennent pour des naïfs ou, et c'est le plus probable, veulent nous décourager par avance de lutter pour nos salaires.

S'il faut engager l'action c'est au moins pour 200 F pour les moins payés qu'il faut le faire.

Quant à nous nous pensons que même pour ceux qui ont une paye un peu meilleure, 200 F sont toujours les bien venus et ce ne serait pas un déshonneur pour eux que de se placer dans la lutte à côté des manoeuvres pour les obtenir.

H. VAUQUELIN

### ● ÉCHOS DES ENTREPRISES ●

## DES PETITS MOUVEMENTS QUI NE PEUVENT RESOUDRE NOS PROBLEMES

### ● Quais et docks

#### OU ALLONS-NOUS ?

La grève des heures supplémentaires, des dimanches et des nuits se poursuit toujours au moment où nous écrivons.

Depuis longtemps déjà nos revendications au sujet des salaires et des conditions de travail se trouvaient sans réponse du côté patronal.

C'est pourquoi après les conducteurs d'engins, nous nous sommes joints à notre tour au mouvement de grève, et les agents de maîtrise eux aussi ont fait comme nous.

Cette grève doit nous faire poser plusieurs questions.

Tout d'abord, étant donné que les revendications ne sont pas, en général, les mêmes pour chaque catégorie, le patronat risque fort d'essayer de nous diviser en accordant satisfaction aux uns et pas aux autres. Déjà les primeuristes ont été augmentés de 4 F par jour à partir du 2 mars. Mais les primeuristes se sont néanmoins déclarés solidaires des autres travailleurs en s'engageant à ne pas faire le travail de dockeur ou de conducteurs d'engin.

—Malgré tout la question reste posée et à l'avenir, ce sont des

revendications qui nous unissent et non des revendications qui peuvent nous diviser, que nous devons mettre en avant.

D'autre part, la grève elle-même doit être une grève d'avertissement en effet, si elle gêne considérablement les accorniers elle n'est malgré tout pas suffisante pour les faire céder sur les revendications les plus importantes.

Qu'allons-nous faire si les patrons n'accordent que des mièges ? Nous en contenter ou continuer la lutte ?

Qu'allons nous faire si dans

quelques jours la situation n'a pas changé ?

On peut bien sûr poursuivre la grève des heures supplémentaires durant longtemps mais on risque alors le découragement et la démoralisation si la grève actuelle ne donne pas de résultats suffisants.

La lutte que nous menons aujourd'hui, prouve que 100 % d'entre nous sont mécontents. Si les patrons ne savent pas entendre cette « sonnette d'alarme », alors nous serons obligés de frapper plus fort.

(Extrait du n° 62 de la V.O. Quais et docks.)

### ● A Sud-Aviation

#### QUAND CELA NE TOURNE PAS ROND

Au « Tourniquet », après le dépôt d'un cahier de revendications, les 27 tourneurs débrayèrent régulièrement deux heures depuis le jeudi 3 mars. Ils réclament une prime d'insalubrité de 18 centimes de l'heure, car dans les ateliers voisins, les « stratifiés » en ont obtenu une depuis plusieurs années.

On peut vérifier l'efficacité de ce mouvement en contemplant

l'atelier complètement arrêté. Malgré cela, il sera difficile d'obtenir satisfaction à la revendication posée. Car, pour que la direction trouve des travailleurs qui acceptent de travailler aux « stratifiés » il faut qu'elle maintienne une différence de salaire sous forme de prime d'insalubrité.

Et si elle accorde 18 centimes aux tourneurs, il faudra logiquement qu'elle en accorde autant à ceux des « stratifiés ».

Pour nous, cela ne justifie en

rien les primes d'insalubrité : nous sommes pour la suppression de l'insalubrité par des solutions techniques (quel qu'en soit le coût) et contre la prime, car la santé d'un travailleur n'a pas de prix.

Et là, il est probable que c'est une augmentation de salaire que les camarades de ce secteur veulent obtenir sous le couvert de cette revendication. Certains pensent peut-être qu'il sera plus facile ainsi de faire céder la direction. Faire céder la direction, les tour-

neurs le peuvent car elle a besoin de leur travail.

Mais ce ne sera pas plus facile, au contraire, en réclamant la prime d'insalubrité des camarades « stratifiés » qu'en revendiquant carrément une augmentation de salaire. Et là, en plus, ils donnent la possibilité à d'autres secteurs de s'unir à eux dans la lutte, ce qui n'est pas le moindre des avantages.

(Extrait de la V.O. Sud-Aviation.)

# RECONSTRUIRE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

« Regarder face à face la réalité; ne pas chercher la ligne de moindre résistance; appeler les choses par leur nom; dire la vérité aux masses, quelque amère qu'elle soit; ne pas craindre les obstacles; être fidèle dans les petites choses, comme dans les grandes; oser quand vient l'heure de l'action; telles sont les règles de la IV<sup>e</sup> Internationale ».

Léon TROTSKY.  
(Programme de transition).

EN tant qu'organisation invitée à participer à la réunion convoquée par le Comité International (1), réunion qui se donne pour but de « définir les tâches de reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale », nous avons été amenés à participer à la diffusion de la résolution préparatoire du C.I. (2). Bien entendu, nous n'en faisons pas nôtre, pour autant, son contenu.

Au contraire, la lecture de ce document nous amène à formuler certaines critiques et nous laisserons de côté toutes critiques qui ne concerneraient pas directement le problème de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Tout d'abord, nous avons, bien entendu, des désaccords politiques. Nous ne les exposerons pas ici. Non pas que nous les considérons comme secondaires, bien au contraire, mais nous pensons que ces problèmes pourraient être discutés et résolus au sein d'une Internationale digne de ce nom, c'est-à-dire capable d'aborder la théorie avec sérieux, et capable de corriger éventuellement ses erreurs.

Cependant, et à propos d'un problème sur lequel nous sommes en désaccord, nous regrettons que le document que le C.I. soumet à la discussion internationale soit d'une légèreté certaine.

En effet, nous pouvons lire à propos de la caractérisation des Etats des pays du glacis, les lignes suivantes :

« La lutte de la classe ouvrière en Europe orientale peut seulement être comprise comme une lutte contre des régimes produits par un mouvement révolutionnaire qui a été doublement déformé.

1<sup>o</sup> Elle est partie du soulèvement révolutionnaire qui a menacé l'existence même du capitalisme dans l'Europe tout entière, menace qui a été écartée par les actions complémentaires de l'impérialisme américain, de la bureaucratie soviétique et de ses agences, et de la social-démocratie européenne;

2<sup>o</sup> La bureaucratie du Kremlin a usé de son pouvoir pour décapiter l'action révolutionnaire des ouvriers de ces pays, se servant dans ce but du vieil appareil de l'état capitaliste. »

Thèse 1, p. 7-8 (3).

Or, dans la même thèse, nous voyons ces pays caractérisés comme des « Etats ouvriers déformés ou dégénérés » (4). Nous avons eu beau chercher dans ce texte, nous n'y avons pas trouvé où, quand et comment avait eu lieu la transformation du « vieil appareil de l'Etat capitaliste » en « Etat ouvrier » même déformé ou dégénéré. Nous pourrions nous référer aux « Dix Thèses » de Germain, mais il ne nous paraît pas opportun d'introduire ce texte dans la discussion.

Encore une fois, ce qui nous gêne dans cette résolution, ce n'est pas tant la position prise sur ce problème fondamental (le pablistisme était déjà inscrit dans cette surestimation du rôle « progressiste » de la bureaucratie russe en 1945). Le paragraphe que nous citons, et qui est le seul effort de la résolution pour aborder ce problème, est, pour le moins, incomplet, quelle que soit la position que l'on adopte à ce propos (5). Et s'il est vrai que « la lutte de la classe ouvrière en Europe orientale peut seulement être comprise », comme l'on comprise les rédacteurs de la résolution, il ne faut guère espérer voir ce problème s'éclaircir prochainement.

Mais ce problème n'est qu'un problème de méthodologie et nous ne l'avons cité que parce que nous souhaitons voir l'organisation internationale, qui ne pourra manquer de surgir de la réunion du printemps 1966, aborder ces problèmes avec sérieux et méthode, et non se contenter de recopier les analyses pablistes.

Ce qui, dans le texte du C.I., nous gêne bien plus, c'est la référence constante aux années 1953-1956.

Page 3 :

« Une telle collaboration, pleinement développée dans la stratégie de coexistence pacifique et de compétition pacifique entre les deux systèmes mondiaux, mise en avant par la bureaucratie depuis la mort de Staline et particulièrement depuis 1956, prend aujourd'hui une signification supplémentaire du point de vue de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. Cette phase nouvelle et plus avancée du rôle contre-révolutionnaire du stalinisme est la réplique de la bureaucratie non seulement à la pression accrue de l'impérialisme, mais aussi à l'irruption de la révolution politique en Europe orientale après 1953. En même temps, des mouvements comme la grève générale d'août 1953 en France montrèrent que la politique des bureaucraties stalinienne et social-démocrate dans les pays capitalistes avancés entraînaient en contradiction avec le mouvement des masses. Le contrôle de la classe ouvrière dans les pays capitalistes où les stalinien avaient une influence de masse devint plus difficile et plein de dangers. Chaque mobilisation partielle des forces de la classe ouvrière menaçait de se transformer rapidement en affrontement général de classe, mettant en question le système capitaliste. Les directions bureaucratiques stalinienne du mouvement ouvrier se trouvèrent alors face à la nécessité de se transformer ouvertement en agents du maintien de l'ordre bourgeois, comme les sociaux-démocrates l'avaient fait avant eux. Sous une autre forme, la défaite historique de l'impérialisme français à Dien-Bien-Phu força l'appareil stalinien international à une collaboration directe avec l'impérialisme dans le but de prévenir l'extension de la révolution dans les pays coloniaux. »

Page 5 :

« Ainsi, parallèlement à son rapprochement politique avec l'impérialisme depuis 1953, la bureaucratie est devenue plus sensible au développement économique contradictoire du capitalisme international. »

Page 6 :

« La période 1953-1956 marque un tournant dans la situation mondiale. »

Page 14 :

« Le glissement générale vers la droite de tous les partis sociaux-démocrates et stalinien depuis 1956 est leur réponse à la montée, renouvelée de la lutte des classes internationales. »

Page 23 :

« Depuis 1953, la bureaucratie stalinienne sévèrement secouée par la lutte de la classe ouvrière dans son propre secteur, est entrée en collaboration étroite avec l'impérialisme. »

Et nous en omettons certainement !

Ainsi, selon la résolution du Comité International, la période 1953-1956 marquerait un tournant à droite de la bureaucratie russe et, qu'alors, les bureaucraties stalinienne du mouvement ouvrier se seraient transformées ouvertement en agents du maintien de l'ordre bourgeois, tandis qu'à la même époque, la défaite « historique » (que peuvent bien ajouter de sérieux de tels qualificatifs ?) de l'impérialisme français à Dien-Bien-Phu força l'appareil international du stalinisme à une collaboration directe avec l'impérialisme.

On croit rêver. Et en parlant de rêver, il semble bien que les rédacteurs se soient réveillés avec dix ans de retard et qu'ils confondent la période 1953-1956 avec la période 1943-1945 qui, s'il faut absolument trouver une époque où la bureaucratie stalinienne évolua encore plus vers la droite que précédemment, est nettement plus caractéristique. C'est en effet à ce moment que Staline dissout le Komintern, c'est à ce moment que les pactes de Yalta et Potsdam partagent le monde entre les grands, à ce moment que Staline promet un appui contre les éventuels mouvements révolutionnaires en Europe et en Asie (en échange du débarquement à l'Ouest) et qu'il tiendra parole. Que ce soit en Europe, où l'on distingue immédiatement un changement par rapport à la guerre de Finlande en 1939 puisque, selon même le texte du C.I., l'Armée Rouge ne contribua pas à l'essor révolutionnaire en Europe de l'Est, mais au contraire, se servit de l'ancien appareil d'Etat bourgeois contre les masses en lutte. Quant au soutien ouvert des positions de l'impérialisme dans les pays coloniaux, nous n'irons pas jusqu'à rappeler en détail l'attitude de Staline dans la guerre civile en Chine, ou l'attitude du P.C.F., pour ne citer que lui, face à la répression en Indochine (1945-46), en Algérie (Constantine, 1945) ou à Madagascar, sans compter le soutien politique qu'il ne marchandait pas au gouvernement français face aux revendications des peuples des colonies françaises d'Afrique.

Non, aucun militant sérieux ne peut croire à la démonstration d'un quelconque tournant à droite de la bureaucratie russe en 1953-1956. Le tournant, s'il fut pris, le fut dix ans plus tôt et ce qui se passa, en 1953-1956, avec la fin de la guerre froide, fut un retour à la période d'avant 1948, retour qui ne fit d'ailleurs pas parcourir beaucoup de chemin à la bureaucratie russe.

Et ce qui nous inquiète le plus, dans cette question, ce n'est pas tant l'erreur d'analyse en elle-

même que ce qu'elle peut signifier.

En effet, il est visible (trop), que l'importance exagérée accordée à ce tournant va permettre de replacer la scission de 1953 de la IV<sup>e</sup> Internationale dans un contexte « historique ». Et c'est ainsi que sous la pression des événements, aurait, en 1953, éclaté la malheureuse Internationale. Eh bien non ! D'abord, nous l'avons vu, il n'y eut point, en cette période, de changement FONDAMENTAL de la politique de la bureaucratie, ou de l'impérialisme ou des deux réunis. Ensuite, et nous le reverrons plus loin, l'explication n'est pas satisfaisante pour expliquer le phénomène de la dégénérescence de la IV<sup>e</sup> Internationale. Et puis, qu'est-ce que cette Internationale qui éclate à la première crise dans le monde. Elle aurait bien dû éclater en 1939-1940 puis en 1945, puis encore en 1948 ! A moins qu'on admette qu'elle l'ait fait, ce qui serait, tout compte fait, une analyse plus sérieuse que celle qu'on nous propose.

Et puis, l'importance exagérée attribuée à cette période est bien commode pour justifier la politique des organisations appartenant au C.I. et qui participaient à la IV<sup>e</sup> Internationale avant 1953. S'il y a un changement dans la situation mondiale en 1953, point n'est besoin de revoir les analyses et la politique d'avant cette période. Ainsi, la résolution du C.I. pourra faire ce que ne pouvait pas faire le meunier de la fable : satisfaire, et tout le monde, et son père !

A notre avis, ce n'est pas là une façon correcte de procéder. Reconstruire la IV<sup>e</sup> Internationale est une tâche difficile. Des obstacles considérables sont à vaincre. Les militants qui se fixent un tel but doivent essayer d'être dignes de son fondateur. Ils se doivent d'inspirer confiance aux générations qui se lèvent. Il leur faudra pour cela parler un autre langage, utiliser le raisonnement comme une arme, comme un moyen de comprendre et de préparer l'avenir, et non comme une justification a posteriori. Il faudra montrer qu'enfin il y a quelque chose de changé chez les trotskystes.

Mais ce n'est pas encore cela le plus grave dans cette résolution préparatoire. Le plus grave est l'analyse insuffisante des causes de la dégénérescence « pabliste » de la IV<sup>e</sup> Internationale et de sa disparition.

(à suivre).

— Nous nous excusons de ne pas pouvoir publier ici ce texte en entier. La suite paraîtra dans notre prochain numéro.

(1) Voir « Voix Ouvrière » n° 53.

(2) Cette résolution a été expédiée gratuitement à tous nos abonnés. Nous la tenons à la disposition de nos lecteurs dans toutes nos permanences, ou contre quatre timbres à 0,30 F, ou un virement de 1,20 F à notre C.C.P.

(3) Les numéros de pages concernent l'édition française que nous diffusons.

(4) Dans la version anglaise de la résolution, les deux adjectifs sont utilisés. Dans la version française, il en manque un mais, manifestement, c'est une coquille.

(5) Pour notre position, voir le texte de l'exposé de la réunion du Cercle Léon-Trotsky du 31 janvier qui paraîtra incessamment (au prix de 2 F).

## A l'horizon du PCF les élections législatives de 1967

### ● Suite de la première page

Comme on le voit, le porte-parole du P.C.F. se réjouit du fait que la moitié des gens réalisent qu'il a renoncé « à la révolution violente » (c'est-à-dire à toute révolution, c'est-à-dire au socialisme ou au communisme). On voit aussi que ce que le P.C.F. envisage comme collaboration avec les partis bourgeois au Gouvernement, c'est une collaboration « entre égaux », « rivaux seulement dans leur ardeur au travail », et cette dernière phrase évoque de bien bons souvenirs de « produire d'abord » et de manches retroussées.

On voit aussi que, tout en rejetant des notions (conciliants et durs) dont l'une au moins n'a plus guère de signification pour le P.C.F., ce dernier est très fier d'avoir « changé ». Disons qu'il a suffisamment changé pour trahir

honteusement et quotidiennement les intérêts des travailleurs mais que, pour son malheur, il n'a pas encore pu en convaincre la bourgeoisie. A vrai dire, cette dernière serait bien sotte de donner quoi que ce soit, en échange de ce qu'elle obtient gratuitement. Que le P.C.F. se résigne, ce n'est pas encore demain la veille du jour où la bourgeoisie lui confiera des ministères; en tout cas celui des Affaires Etrangères, car l'Intérieur, le P.C.F. l'obtiendra peut-être un jour : s'il y a des grèves et des émeutes ouvrières à mater.

Nous nous en voudrions cependant d'avoir fait tous ces extraits de l'article de Salini, et de ne pas en citer la conclusion où Salini prend son luth, pour faire les offres de services du P.C.F. à la mère patrie impérialiste, en crachant d'ailleurs, à l'occasion, sur un passé qui n'est pas le sien :

« Le temps n'est plus des défricheurs, pêcheurs d'âmes, souvent pourchassés et presque toujours calomniés ou moqués. Le temps n'est plus où le socialisme était une citadelle toujours assiégée et souvent attaquée. Le communisme est devenu, dans le monde entier, une grande puissance. Et si l'on demande : où va la France ? les communistes français répondent, un peu comme le poète : Mère, voici vos fils, que leurs frères désormais ont appris à mieux connaître; voici vos fils — pour vous servir... »

En attendant, le P.C.F. engage, par l'intermédiaire de la C.G.T., les travailleurs dans des combats et des luttes revendicatives sans programme réel et sans plan de bataille. Le P.C.F. trouve pour cela la complicité des réformistes et des chrétiens débauchés. Pour tous ces gens, il n'est pas question d'inciter les travailleurs

à s'engager dans une lutte résolue contre le pouvoir. Par la lutte gréviste, on ne peut, selon eux, qu'obtenir quelques améliorations légères. Les revendications importantes, c'est de la politique ! Cela ne peut pas s'obtenir par la grève, mais par les élections, « en changeant le régime ». Il suffira de « bien voter » aux prochaines législatives. Les élections ne peuvent, bien évidemment, rien changer au régime, mais qu'importe à ces Messieurs. Le tout est qu'on vote pour eux. Et si, par extraordinaire, ils venaient au pouvoir, adieu revendications importantes, il faudra alors être « réalistes » et, sans doute... rivaliser d'ardeur au travail.

Ainsi les jeux, du côté du P.C.F., sont distribués. Il se veut parti de gouvernement. S'il se dit encore, quelquefois, Parti des travailleurs, au lieu de Parti de

tous les Français, c'est uniquement parce qu'il entend garder les travailleurs comme clientèle électorale. De plus en plus il cherche à occuper la place que la social-démocratie occupait entre les deux guerres. Le seul obstacle qu'il trouve sur cette voie, est le peu d'empressement de la bourgeoisie française à le considérer, au même titre qu'elle considérait le parti de Blum, comme un fidèle gérant du capitalisme.

En tout cas, qu'il n'hésite pas à prendre cette place, les révolutionnaires, quant à eux, feront tout pour mériter la confiance des travailleurs et prendre une autre place vacante, celle d'un parti d'opposition, le Parti Communiste, qui ne se voulait pas « français », mais seulement « Section française de l'Internationale Communiste », elle aussi défunte.

Roger GIRARDOT

# Que faut-il revendiquer ?

**A**CTIONS dans la métallurgie, la chimie, le métro, les bus, l'E.D.F., les cheminots, actions limitées, dispersées, symboliques. C'est sous cette forme que les syndicats viennent d'engager la lutte pour « l'année sociale ».

Les ouvriers débrayent ou signent des pétitions. Sans y croire. Les patrons non plus n'y croient pas. Et leur scepticisme vis-à-vis de ces mouvements s'exprime dans « L'usine nouvelle » du 24-2-66. Ce sont, d'après eux, « des actions de défense ».

En effet, la lutte s'engage surtout pour la défense de l'emploi dans les industries où la modernisation des techniques entraîne la suppression de certaines entreprises ou simplement la limitation des effectifs. Ailleurs, les mouvements revendicatifs ont, selon le même journal, mais dans son numéro du 9 mars, « un caractère symbolique et sans signification bien affirmée ». En fait, la classe ouvrière est appelée à protester contre l'application du V<sup>e</sup> Plan capitaliste.

Mais aucune des organisations qui prétendent représenter les travailleurs n'a le front ni l'audace de leur proposer un plan de revendications sérieuses capables de faire échec dans la pratique au V<sup>e</sup> Plan gaulliste.

Le gouvernement a son plan longuement étudié qui doit permettre aux capitalistes français d'envisager l'avenir de leur profit de façon satisfaisante. Ce plan prévoit même les limites permises aux revendications ouvrières. Evolution des salaires de l'ordre de 3 à 4 % par an, réduites pratiquement à rien par les augmentations du coût de la vie. Réduction du temps de travail maximum de 60 à 54 heures. Rappelons en passant ce que dit l'article 6 de la loi du 29 juin 1936 : « La durée

du travail effectif des ouvriers et employés de l'un ou de l'autre sexe et de tout âge ne peut excéder quarante heures par semaine ». Bien sûr, cette loi est sérieusement contredite par l'article 3 de la loi du 25 février 1946 votée sous le règne d'Ambroise Croizat et qui prévoyait, après autorisation de l'Inspection du Travail, que des heures supplémentaires peuvent être effectuées au-delà de la durée hebdomadaire légale de 40 heures, dans la limite maximale de 20 heures par semaine. M. Debré peut donc, 20 ans après, afficher son libéralisme en ramenant à 14 le nombre maximum des heures supplémentaires légalement autorisées.

En 1966, nous pouvons dire que nous sommes très en retard par rapport à 1936, tant sur le plan de la durée du travail que sur le plan des salaires.

Sur le plan de la durée du travail, qui osera prétendre qu'il soit démagogique de revenir à l'horaire d'il y a 30 ans ?

Aujourd'hui, même le retour à l'horaire légal serait nettement insuffisant si on veut tenir compte de l'évolution des techniques. Mais même sur le plan purement social, l'application stricte de la loi serait insuffisante par rapport à 1936. En effet, depuis cette époque, la crise du logement a obligé la grosse majorité des travailleurs à s'éloigner considérablement de leur lieu de travail. Cette situation est encore considérablement aggravée par la crise des transports tant publics qu'individuels due à l'encombrement de la circulation. Est-il encore démagogique de proposer une franchise minimum d'une heure par jour pour compenser en partie la carence des pouvoirs publics en matière de logements et de transports ?

Le retour pur et simple à la loi de 40 heures rendrait la durée du

travail effectif identique à celle d'il y a 30 ans. Mais le temps réel passé au service du patronat, compte tenu de la durée des transports serait encore bien supérieur à celui de cette époque.

En matière des salaires également, nous avons pris un retard considérable. Et là, c'est de Gaulle lui-même qui nous le rappelle. En 1960, il a créé le franc nouveau. Ce franc nouveau correspond à peu près au franc de 1936. La plupart des denrées consommées couramment par les travailleurs valent à peu près le même prix. Citons quelques exemples : dans l'alimentation, la viande de bœuf valait de 13 à 15 F le kg, le gigot de 18 à 20 F. Le poulet aux hormones est peut-être un peu moins cher aujourd'hui à cause de la baisse de qualité, mais un bon poulet de grain vaut comme à l'époque, de 20 à 25 F. Les abats et les viandes de basse qualité ont plutôt augmenté par rapport à l'avant-guerre. Le vin, qui valait de 1,65 à 2 F, vaut sensiblement la même chose. Il en est de même pour les vêtements. Un costume de très basse qualité valait 130 F, un costume convenable 300 à 400 F et un bon costume sur mesure 700 à 800 F. Est-ce que ce ne sont pas les prix couramment pratiqués aujourd'hui. Le bleu-jean a remplacé le pantalon à pattes d'éléphant, mais le prix est sensiblement le même : de 17 à 25 F. De même pour les chaussures, qui valaient de 30 à 50 F et 100 à 150 F en bonne qualité. On ne peut faire de comparaison avec les appareils électro-ménagers, qui étaient très peu répandus à l'époque. Le prix des voitures lui, a baissé d'environ de moitié. C'est pourquoi d'ailleurs leur nombre s'est considérablement accru. Mais les faux-frais ont terriblement augmenté, notamment ceux des loisirs. Quant au prix de la cons-

truction, il a plus que doublé. En 1936-37, on pouvait faire construire un coquet pavillon sur les cotteaux de Sèvres pour 50 000 F. Aujourd'hui, pour y avoir l'équivalent, il faut 100 à 130 000 F et nous sommes modestes, car si aujourd'hui les aménagements ont gagné un côté pratique à cause des progrès techniques, la nature de la construction est de qualité très inférieure.

Ainsi donc, nous pouvons voir que les prix de 1936-37 sont à peu près les mêmes que ceux d'aujourd'hui.

Et les salaires ? Un manoeuvre dans la métallurgie gagnait 7 à 8 F par heure ; un compagnon 10, 11 et 12 F ; un employé mal payé gagnait au minimum 1 000 F par mois, la plupart avaient un salaire de 1 500 à 1 800 F et certains de 2 000 à 2 500 F. Où en sommes-nous aujourd'hui ?

Evidemment, les progrès de la technique, qui ont mis sur le marché des produits nouveaux à de meilleurs prix, compensent en partie cette baisse du pouvoir d'achat réel des salaires. En imposant 200 F d'augmentation par mois avec minimum de 1 000 F les travailleurs ne feraient que compenser une partie de la baisse de leur niveau de vie.

Il faut une bonne dose d'hypocrisie pour oser prétendre que ces exigences sont démagogiques. En 1936, les travailleurs ont commencé à exiger d'être des citoyens à part entière. La guerre est venue briser leur élan. Leurs organisations depuis la fin de la guerre ont grandement contribué à laisser se dégrader les conditions de travail. Il serait temps de fixer des objectifs sérieux pour rattraper et dépasser le niveau d'il y a 30 ans.

Pierre CARRAL

## BRONZAVIA

Nous publions cette semaine un article consacré à « Bronzavia » afin de présenter à nos lecteurs les entreprises, où nos camarades animent depuis peu un bulletin d'entreprise « Voix Ouvrière ».

Nous le ferons, dorénavant, régulièrement pour toutes les entreprises où paraîtra une nouvelle « V. O. ».



— L'immeuble principal et, dans le fond, les ateliers.

**C**ETTE usine, qui comprend environ un millier de travailleurs, dont 800 ouvriers environ, est située à Courbevoie. Elle fabrique du matériel pour l'aviation tel que des pompes

à carburant, des régulateurs, des appareils à oxygène, des moteurs électriques. Du point de vue des fabrications, elle est en relation très étroite avec la SNECMA de qui elle reçoit des commandes.

Du point de vue financier, Bronzavia dépend du Crédit Lyonnais qui a épongé le déficit de plus de deux milliards provenant de l'usine de Villefranche. Cette dernière usine a d'ailleurs fermé ses portes après la faillite. Il existe à Nanterre une autre usine Bronzavia où l'on fait surtout les essais et qui compte 250 employés environ.

Les ouvriers sont répartis dans plusieurs ateliers : outillage, rectification, ateliers de contrôle, de montage, de production.

Ici, pas de chaîne de travail, pas de travail en équipe. Les ouvriers rentrent tous à la même heure, 7 heures, mais, à ce moment-là, ils doivent déjà être prêts à travailler. D'ailleurs, les portes de l'usine se ferment à 6 h 58 pour ne se rouvrir qu'à 7 h 05 environ.

Cela empêche les retardataires de pointer avant d'être en tenue de travail. La sortie se fait pour tous à 17 h 30, ce qui fait un horaire de 47 h 30 par semaine. Le repas est pris de 11 h 45 à 12 h 45 à la cantine Bronzavia. Pour s'y rendre, il faut effectuer un trajet de dix minutes, de même pour le retour. Or, on doit pointer aussi en rentrant de la cantine et une minute de retard suffit pour avoir un quart d'heure non payé.

Les seuls avantages-maison sont un treizième mois, payé sur la

base de 40 heures, en deux fois : une moitié aux vacances, l'autre moitié à Noël et un colis de Noël d'une valeur de 70 F environ.

On ne travaille pas au rendement, du moins en apparence, car les chefs d'atelier exigent quand même une certaine production. Dernièrement, un ouvrier, reclassé du service radio à l'atelier de duralumin, a été renvoyé pour non-respect des temps.

Certains ouvriers travaillant dans l'huile ont droit à prendre une douche, mais après les heures de travail. Une demi-heure est payée en plus pour cela... Mais il n'y a que 4 douches pour les 100 personnes environ intéressées.

Il y a deux syndicats dans l'usine, la C.G.T. et le C.F.T.I., syndicat indépendant. Le C.F.T.I. est nettement majoritaire. C'est un syndicat patronal qui, sur le plan Bronzavia, obtient « par la discussion amicale » avec le patron certains petits avantages. Enfin, on raconte que pour « monter » dans la hiérarchie à Bronzavia, il faut être syndiqué au C.F.T.I. Ceci explique en partie pourquoi ce syndicat est majoritaire...

Mais, depuis deux ans, il n'y a pas eu d'augmentation de salaire.

Le dernier mouvement revendicatif date de l'automne où les ouvriers du banc d'essai se sont mis en grève pour leurs salaires. Ils ont tenu quinze jours mais, isolés ils durent reprendre sur une augmentation qui est loin de les satisfaire.

A part cela, il faut pratiquement remonter à 47 et 51 pour retrouver une montée revendicative dans l'usine. La C.G.T. est pratiquement inactive.

Cette situation s'explique en partie par le fait que pour empêcher la grève, tous les moyens sont bons. C.F.T.I. et direction s'allient ; chefs d'atelier et délégués C.F.T.I. vont voir personnellement chaque ouvrier pour lui dire de ne pas faire grève. Parfois même le chef de service promet une rallonge individuelle à celui qui restera à sa machine. De plus, impossible de discuter car, si le chef n'était pas là, les nombreux mouchards qu'on trouve dans tous les ateliers auraient tôt fait de le renseigner.

Voilà quelle est l'atmosphère de Bronzavia.

R. S.



— L'entrée des travailleurs.

# LA GRÈVE DU 24 FÉVRIER CHEZ RENAULT

## Une grève comme les autres

**F**AISANT suite au débrayage de 2 heures du 15 février, les travailleurs de la Régie Renault étaient appelés à un débrayage de 2 heures, suivi d'une manifestation dans les rues de Boulogne. Après de nombreux mois d'inaction, les syndicats appelèrent à un débrayage de 2 heures qui prépare un autre débrayage de 2 heures en vue d'un troisième débrayage de 2 heures.

Le débrayage fut relativement bien suivi. Mais au département 12 dans l'île Seguin, des ouvriers sont restés au travail, sur les presses et sur les carrousels d'assemblage.

L'équipe du matin a cessé le travail à 12 h 30. Au carrefour Zola-Kermen, une centaine d'ouvriers se sont rassemblés. Halber, secrétaire adjoint permanent du syndicat C.G.T., discours dans un micro. Il salue les travailleurs du 55 qui viennent de débrayer malgré une grève de trois semaines qui s'est soldée par un échec.

Les travailleurs passent sans s'arrêter et la majorité rentrera à la maison. Le meeting prévu à 14 h 30, place Marcel-Sembat, réunit plusieurs milliers d'ouvriers de l'équipe normale et de celle du soir.

Les orateurs des syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O. se succèdent sans rien apporter de nouveau. La foule écoute distraitement et ne réagit un peu plus que lorsqu'un représentant du syndicat des métallos italiens prononce le mot de grève nationale générale.

Poperen, secrétaire du syndicat C.G.T., ferme le banc et nous invite à manifester dans les rues de Boulogne.

La manifestation est autorisée, des flics se tiennent aux croisements. Ils utilisent leurs walkies-talkies pour que la circulation ne soit pas gênée et soit déviée hors de l'itinéraire prévu de la manifestation. Il tombe une pluie fine. Les bistrotiers alentour sont pleins.

Nous défilons. Les staliniens ont prévu l'animation. Armés de mots d'ordre séditieux du genre : « des sous, Charlot ». « Debré, démission », et de sifflets à roulette scandant curieusement les notes tristement célèbres d'Algérie française, la kermesse commence.

L'ambiance est de mauvais aloi. Certains manifestants secouent quelques voitures et s'en prennent aux conducteurs : les femmes sont particulièrement chahutées. Une voiture U.S. et un car du S.H.A. P.E. seront également pris à partie avenue de la Reine. Nous reconnaissons quelques staliniens heureux de se dévouer sans danger.

Personne ne croit à l'efficacité

de cette manifestation. On se promène. Un ouvrier résume la situation : « Encore un trou dans l'eau ». De quoi remplir les tracts pendant un mois. Il n'y a pas eu de coordination, disent quelques gars désabusés. Il y en a une, au contraire. Vous rendez-vous compte du planning effrayant que les syndicats doivent mettre sur pied pour organiser l'émiettement de nos luttes, usine par usine, branche par branche ; demain le métro, mais pas les bus, et après l'E.D.F. Et pendant ce temps, à Port-de-Bouc, ceux des chantiers navals se débattent dans une impasse.

Les ouvriers ne voient pas trop comment s'en sortir.

On débraye, pris entre deux feux : faire le jeu des bureaucraties syndicales ou celui du patronat.

Serge COLAR

# L'assemblée générale des syndiqués C.G.T.

## • des usines Citroën de la Seine

**U**NE centaine de travailleurs assistait à la 3<sup>e</sup> Assemblée générale des syndiqués des Usines Citroën du Département de la Seine qui avait lieu le 29 janvier dernier au siège de l'U.S.T.M., rue Jean-Pierre-Timbault.

Dans une ambiance très « social démocrate » et avec près d'une heure de retard, un permanent de l'U.S.T.M. fit le rapport moral.

Pendant plus de deux heures, il va abreuver les assistants des maigres résultats obtenus par la C.G.T. à Citroën (prise en mains des œuvres sociales, succès du meeting de juin 65 et de la fête syndicale de Tournan-en-Brie, 1 500

signatures recueillies pour la paix au Viet-Nam, 600 voix de plus obtenues aux dernières élections des délégués du personnel dans le 1<sup>er</sup> collège et 3 délégués dans le second, entre autres) en y mêlant la « grande victoire des travailleurs » du 5 décembre, histoire de faire avaler la pilule. Le programme d'action envisagé pour 66 n'est guère plus enthousiasmant.

De ce long laïus, il ressort surtout que la bureaucratie C.G.T., malgré ses efforts désespérés, n'a pu s'implanter à Citroën, du fait que les ouvriers voient sans aucun intérêt briser des lances avec une direction de combat sur des su-

jets comme les œuvres sociales qui ne les intéressent pas du tout.

Il faudra qu'un camarade, appuyé après par d'autres, mette en cause la politique de la C.G.T. qui concentre à Citroën tous ses efforts justement sur la prise en mains des œuvres sociales, alors qu'il y a tant à faire dans le véritable domaine syndical, pour que les bonzes de l'U.S.T.M. se sentent attaqués et consacrent la plupart de leurs interventions à justifier cette politique, désavouée par les chiffres sans équivoque, des adhésions.

Il faudra aussi que plusieurs camarades demandent des comptes

sur les rapports C.G.T.-C.F.D.T. que tout le monde ignore et que d'autres dénoncent l'ignorance dans laquelle sont laissés les travailleurs de Citroën sur ce qui se passe dans les différents secteurs de l'usine, pour que ces mêmes bonzes acceptent la création d'un journal régulier par usine, réclamé par un camarade qui trouve le journal général du syndicat insuffisant et difficilement lisible. Finalement, dans cette A.G., les dirigeants de la C.G.T. ont beaucoup parlé des heures et des malheurs de la bureaucratie syndicale mais très peu des travailleurs eux-mêmes.

André BATOIR

## • ÉCHOS DES ENTREPRISES •

## DANS LA PRESSE

# UN SYNDICAT QUI DÉFEND VIGOUREUSEMENT... LES INTÉRÊTS DES PATRONS

## • A la N.M.P.P.

### RIEN N'EST REGLE

Apparemment tout est rentré dans l'ordre à Villette nuit, après une semaine d'agitation et deux débrayages d'une heure vendredi 25 février et de deux heures mardi 1<sup>er</sup> mars. Les camarades ont donc repris le travail dans le calme, comme le demandait un triste sire de la C.G.T. (celui-là même qui déclarait jeudi 24 que le C.E. changerait la qualité du vin de la cantine... pour remédier au déficit.)

Dans cette histoire d'ailleurs la C.G.T. a fait la preuve qu'elle était beaucoup plus du côté du patron que de celui des travailleurs. D'abord en refusant de s'associer à notre premier débrayage décidé par l'énorme majorité des travailleurs réunis par ses soins. Mais les dirigeants syndicaux ne nous avaient rassemblés que pour nous faire avaler ce qu'ils avaient décidé sans nous. Lorsque nous avons donné notre avis (pour une fois!)

ils n'ont plus voulu nous entendre.

Ensuite en nous décourageant, nous écoeurer et nous lasser de toute idée de lutte, lorsqu'ils ont senti qu'ils ne pouvaient plus faire autrement, sans se déconsidérer totalement à nos yeux, que de nous appuyer en paroles. Le mardi 1<sup>er</sup> vers 3 h 45 dans le hall, ils annonçèrent une réunion de la commission intersyndicale pour discuter de la grève... le jeudi suivant. Et le jeudi soir ils affichaient qu'ils n'avaient pas eu le temps de tout discuter. Au moment même où nous écrivions on attend toujours la décision de la C.G.T. qui ne viendra certainement jamais. Peut-on se moquer plus ouvertement de nous que ces soi-disants syndicalistes se le permettent.

Mais la trahison du syndicat ne doit pas nous décourager. Ce mouvement raté ne doit être que partie remise.

Nos revendications étaient plus

que justifiées. C'est bien vrai que la sortie du « Parisien » petit format après celle de « Vingt-quatre heures » a créé un travail supplémentaire. C'est bien vrai que nos salaires ne nous permettent pas de vivre décemment.

En réclamant 25 % supplémentaires (soit 10 % d'augmentation) pour le travail de nuit, nous réclamions presque 100 F d'augmentation mensuelle. En fait, il nous faudrait beaucoup plus : au moins le double d'augmentation et 1.000 F de minimum mensuel pour tous.

Nos problèmes restent donc posés et il faudra bien un jour reprendre la lutte, pour abaisser les cadences et le temps de travail, et augmenter notre paie.

Alors ce jour-là il faudra se souvenir de ce que nous avons subi hier.

Il faudra dès le début élire un comité de lutte qui nous représente vraiment, et non faire confiance à des organisations pourries et qui sont du côté du

patron (et les militants syndicaux honnêtes, nous espérons qu'il y en a, devront choisir entre leurs organisations traîtres et l'intérêt de tous les travailleurs).

Il faudra aussi poser des revendications claires : Pas d'augmentation en pourcentage mais 200 F pour tous, réduction des cadences, etc.

Il faudra enfin songer à ne pas rester isolés mais à étendre la lutte aux N.M.P.P. entières (tous les employés peuvent avoir les mêmes revendications). A cette condition il ne pourra pas être question pour la direction de faire notre travail par d'autres secteurs ou par des doubles. Alors la distribution sera totalement arrêtée.

Si nous savons tirer ces conclusions il n'y a aucune raison de se décourager. Le patron (et ses valets) pourrait avoir très bientôt une désagréable surprise.

(Extrait du n° 12 de la V.O. N.M.P.P.)

## • chez Défossés

### UN TIENS VAUT MIEUX QUE DEUX TU L'AURAS

Dans le numéro de janvier 66 du « Livre Parisien », le compte-rendu relatant les événements de la gravure en novembre dernier, est, le moins qu'on puisse dire tendancieux.

Cette revendication de 57 c.

pour les points 117 et au prorata pour les autres fut refusée par la direction, qui, en conciliation ne concéda que 45 c. Il restait 12 c. en litige et c'est pourquoi nos camarades insatisfaits débrayèrent le samedi après-midi dimanche la nuit et lundi matin. Ce mouvement, et cela le « Livre Parisien » ne le dit pas, fut désapprouvé par le syndicat à Blanqui, qui fit savoir à nos camarades

par des délégués, qu'il ne les soutiendrait pas.

La direction alors proposa en accord avec les délégués et un permanent de donner 29 c.+27 c. sous forme de prime puisque liés à la production. C'est cette forme là, ces 27 c. n'étant pas garantis que nos camarades ont rejetés et leur ont préféré les 45 c. sans conditions. Qui a raison dans tout

cela, de nos camarades ou du syndicat, un syndicat qui se désolidarise des ouvriers, en lutte, et se solidarise de fait avec le patron ? Que nos camarades de chez Desfossés jugent par eux-mêmes, et voient ou sont les « certains agissements » qui desservent les intérêts des travailleurs.

(Extrait du n° 132 de la V.O. Desfossés.)

# A VENISSIEUX : Les nervis stalinien

## se posent en victimes

**N**OUS avons relaté dans les numéros 49 et 54 de « Voix Ouvrière » les incidents provoqués dans la cité du Charréard à Venissieux, par des nervis du P.C.F. qui, le 5 décembre et le 13 février, avaient tenté d'empêcher la diffusion de notre journal en agressant nos camarades. Depuis cette date, les stalinien du P.C.F. et de la C.G.T. ont, avec un fier culot, accusé nos camarades de s'en être pris sans motif, le 13 février... à leurs agresseurs, notamment dans la « Voix du Lyonnais », supplément régional de « l'Huma-Dimanche » du 20 février 1966.

Nous publions ci-après un tract diffusé à 7.000 exemplaires aux usines Berliet-Venissieux par le syndicat C.G.T. en espérant que nos lecteurs en apprécieront tout le sel.

« Depuis plusieurs années, des éléments étrangers à la classe ouvrière, viennent devant l'entreprise distribuer tracts et journaux. Sous le couvert de quelques articles qui voudraient laisser croire qu'ils sont « les révolutionnaires », ils font leur sale besogne de diviseurs, ceci pour le plus grand plaisir des patrons !

Le financement de ce matériel qui ne vise qu'à jeter le trouble parmi les travailleurs, est des plus occultes ; nous ne serions pas loin de la vérité en disant que ce financement est assuré par le patronat.

Compte tenu du mal que font à la classe ouvrière, ces diviseurs patentés, notre Organisation syndicale, à plusieurs reprises, les a dénoncés. Certains de nos militants exaspérés de ces « coup de poignard dans le dos », sont même intervenus pour empêcher la distribution de ces tracts.

Nous avons vu alors, certains travailleurs qui, au nom de la démocratie et de la liberté d'expression, ont protesté contre nos militants. Jouant sur les louables sentiments humanitaires des travailleurs toutes les fois qu'il y eut des accrochages — même les plus bénins — ces individus

s'empressaient de crier : « A l'assassin ! » !...

Vous admettez avec nous, que s'il avait été dans les intentions de la C.G.T. de les chasser des portes, par n'importe quels moyens : il y a longtemps que cela serait fait ; nos militants étant assez nombreux pour prendre par « la peau des jesses » ces jeunes troubleurs et les renvoyer dans leurs écoles.

Ne voulant pas employer des moyens qui nous répugnent, pour éviter tout incident, notre Syndicat avait laissé le soin aux travailleurs de les juger et de les condamner.

Brutalement, ils viennent de montrer leur vrai visage, ce qui permet de mieux les juger.

Voici les faits :

Le jour des élections présidentielles du 5-12-65, des diffuseurs de « Voix Ouvrière » furent chassés par la population du quartier Charréard à Venissieux : les habitants de ce quartier avaient été, à juste raison, outrés de voir de la part d'individus, un tel manque aux règles élémentaires de la démocratie. Appeler à l'abstention, à 100 m. d'un bureau de

vote, était bien un véritable acte de provocation !

Voyant qu'ils avaient été jugés par la population de ce quartier, les hommes de « Voix Ouvrière » laissèrent tomber leur masque de martyrs et décidèrent de faire une expédition punitive au Charréard.

Le dimanche matin 13 février, le quartier fut investi par plusieurs groupes représentant 40 individus. Chaque groupe avait à sa tête un chef, qui, militairement, faisait exécuter les ordres reçus par un chef central !

Les premières victimes furent des jeunes de 15 à 18, qui se trouvaient au Foyer Communal Max Barel. Toutes les personnes qui essayèrent d'intervenir, furent immédiatement entourées et frappées par plusieurs nervis.

Houssard, ouvrier de chez Berliet, qui venait chercher son fils âgé de 15 ans, fut violemment jeté à terre et frappé à coups de pieds et de poings !

Après avoir tenté de l'étrangler, ils le laissèrent par terre pour mort...

Il reprit connaissance à l'hôpital, après être resté 3 heures dans le coma.

Nul doute que — sans la réaction de la population — il y aurait eu certainement des morts...

Parmi ces nervis, furent reconnus tous ceux qui viennent distribuer « Voix Ouvrière » devant chez Berliet.

Ils étaient encadrés par des adultes de 30 à 35 ans, qui avaient des connaissances de tueurs ! En cherchant bien, nous trouverions certainement leur appartenance à d'anciens commandos fascistes.

Nous sommes loin de ces « petits jeunes » qui savent jouer les martyrs !

Contrairement à ce qu'a voulu faire croire le journal « Le Progrès » il ne s'agit pas de bagarre entre vendeurs de journaux, mais d'une action criminelle — préméditée et bien organisée — pour terroriser la population !

Travailleurs ! Ensemble nous avons pu mettre en échec l'O.A.S. nous ne tolérerons pas la reprise des activités fascistes !

Il ne s'agit pas, pour nous, de tomber dans la provocation en organisant des commandos, mais : Ensemble, avec calme et mépris, mettons en échec les nervis de « Voix Ouvrière » qui, pour essayer d'imposer leur loi à la classe ouvrière, n'hésitent pas à recourir aux extrêmes violences. »

# A PORT-DE-BOUC :

## Gouvernement, patrons et syndicats dupent les travailleurs

Au début du mois de février on apprenait que le Conseil d'Administration des Chantiers et Ateliers de Provence (C.A.P.) avait décidé de liquider la société. Cette mesure entrainait dans la politique gouvernementale qui consiste à « rationaliser » la construction navale. En effet les chantiers français sont généralement trop dispersés et de trop faibles dimensions pour être rentables. Le Patronat et le Gouvernement veulent donc supprimer progressivement les plus « faibles » pour ne conserver que les plus « forts ».

Sur la côte méditerranéenne, l'application de cette politique consiste à maintenir, et même développer, les chantiers de La Ciotat, tandis que Port de Bouc sera supprimé. A la Seyne, près de Toulon, on ne sait pas au juste quel est le sort qu'on réserve aux installations et aux travailleurs. C'est qu'en effet les directions patronales et le gouvernement ne consentent pas à dévoiler à l'avance ce qu'ils comptent faire. Que les ouvriers soient dans l'incertitude quant à leur avenir, voilà le cadet de leur soucis.

Mais à Port de Bouc, les travailleurs ont refusé de se laisser faire ; ils tenaient entre leurs mains un précieux otage, le navire « Provence » qui n'était pas encore terminé, et ils comptaient s'en servir. Pour la direction des C.A.P. il fallait terminer le navire sur cale, puis le lancer, après quoi il serait transporté aux chantiers de La Ciotat pour y être achevé.

Devant la menace de chômage à bref échéance, une série de grèves et de manifestations eurent lieu qui amenèrent la direction, le 16 février à faire les propositions suivantes :

— Le navire serait lancé rapidement.

— Un expert serait chargé d'étudier s'il était possible d'achever le navire à Port-de-Bouc même. Dans le cas contraire il serait transporté à La Ciotat, mais alors une partie des métallos des C.A.P. iraient travailler sur le navire à La Ciotat. (Soit 2 heures de trajet par jour).

Les syndicats, tout heureux d'aboutir à un accord, signèrent des deux mains ce marché dans lequel la direction ne cédait prati-

quement rien. Non contents de cela, ils s'engagèrent à effectuer les travaux le plus rapidement possible, quitte à faire des heures supplémentaires, ce qui eut lieu.

Le 25 février, la « Provence » enfin prête fut lancée en présence d'une foule silencieuse et triste.

Mais le 1er mars la direction annonçait que la « Provence » irait à La Ciotat. Le lendemain les ouvriers occupaient le navire tandis que la police se groupait à Martigues, à quelques kilomètres de là.

A nouveau les dirigeants syndicaux cherchèrent à obtenir un accord avec la direction, ce qui fut réalisé le 6 mars : la « Provence » s'en irait à La Ciotat, une partie des ouvriers de Port-de-Bouc également, tandis que les autres auraient droit à 15 jours de congé payé.

En fin de compte, le mouvement se termine par une défaite des travailleurs, bien qu'à l'heure où nous écrivons on ne puisse exclure de nouveaux rebondissements dans les jours qui suivent.

Pourtant ce n'est pas la combativité des travailleurs qui a fait défaut, loin de là. Mais les syndicats,

appuyés par les partis de gauche et les élus locaux, ont cherché à limiter la lutte à la région, et à lasser les travailleurs des chantiers. Ceci est vrai non seulement pour Port-de-Bouc, qui est une petite entreprise, mais également pour La Seyne et pour La Ciotat.

Ainsi les travailleurs des chantiers de La Seyne, ont fait une marche sur Toulon, puis une autre sur Draguignan. Le 17 février les travailleurs des 3 chantiers ont marché sur Marseille.

On ne compte plus les mouvements de grève qui ont été lancés et suivis dans les chantiers navals, ainsi que les manifestations.

En fait, en limitant toujours le plus possible les mouvements antilicenciements, aux seules régions directement touchées, comme ils l'ont déjà fait pour Decazeville et pour Saint-Nazaire, les syndicats s'interdisent tous succès.

Il n'est en effet pas possible d'obtenir de solution aux licenciements autrement que par le salaire garanti, et autrement que par une lutte à l'échelle nationale.

Léon SAMUEL.

### ● ÉCHOS DES ENTREPRISES ●

#### ● chez Kodak

La liberté d'expression, une phrase creuse qui masque l'arsenal de lois et de règlements qui protègent les patrons

#### POUR LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

Il y a 15 jours, à l'occasion de la diffusion du premier numéro de la « Voix Ouvrière », le chef-gardien de l'usine a reçu du chef du personnel, la consigne d'appeler la police pour faire éjecter le camarade qui distribuait le bulletin à la porte de l'usine.

Notre camarade a été embarqué de force dans le car, emmené au poste et il lui fut dressé convention pour « distribution de

tract à caractère politique dans un lieu public ».

Signalons en passant que l'ordonnance de police de 1929, qui réprime cette infraction prévoit « la distribution en groupe... etc ». Pour la police, un seul individu constitue donc un groupe !

Vendredi dernier, deux diffuseurs d'un tract émanant d'une autre organisation politique ont été également appréhendés dans des conditions identiques.

La France, paraît-il, est une démocratie et la liberté d'expression y est reconnue depuis 1789. Mais cela c'est la théorie ! La

liberté d'expression pour les bourgeois et les patrons, c'est la liberté de défendre leurs intérêts à eux. Si, comme se propose de le faire notre bulletin, vous remettez en question leur pouvoir, si vous leur contestez le droit de nous exploiter, alors ils sortent leurs griffes : leurs lois et leurs flies. KODAK n'échappe pas à la règle.

Que vaut la liberté d'expression si l'on empêche les travailleurs de défendre leurs idées au sein de la classe ouvrière ?

Certes, il s'agit là de peu de choses et cet incident ne nous empêchera pas de continuer à

faire paraître régulièrement la V.O. KODAK. Mais il montre bien la limite des libertés qu'on nous accorde dans un régime bourgeois.

Et il met en lumière la nécessité de faire reconnaître officiellement — dans une convention collective par exemple — le droit d'expression pour les travailleurs, et cela signifie la libre diffusion et circulation des tracts et journaux syndicaux aussi bien que politiques non seulement à la porte mais aussi à l'intérieur de l'usine.

(Extrait du N° 2 de la V.O. KODAK).

Directeur de publication :  
M. SCHREDT

Distribué par les N.M.P.P.

IMPRIMERIE  
DE LA PLAINE SAINT-DENIS

86, avenue du Président-Wilson  
La Plaine-Saint-Denis (Seine)

Travail exécuté  
par des ouvriers syndiqués.

# SYRIE : Encore un coup d'Etat

**D**ANS la nuit du 22 au 23 février, date du huitième anniversaire de la proclamation de l'Union syro-égyptienne (rompue en 1961), un coup d'Etat ensanguinait la Syrie, en faisant plus de huit cents morts.

Le général Amine El Hafez était renversé par Salah Jedid, général lui aussi. Toutes les personnalités du gouvernement et du parti « socialiste » Baas étaient arrêtées parmi lesquelles Mansour El Atrache, président du Conseil de la Révolution (c'est-à-dire plus simplement de l'Assemblée nationale), Salah El Bitar, Premier ministre, Mounif El Razzaz et Chibli Aissani respectivement secrétaire général et secrétaire général adjoint du Baas et Michel Aflak fondateur du parti.

La nouvelle équipe qui prenait le pouvoir était celle qui avait été « démissionnée » le 22 décembre dernier par Bitar et ses amis. Le docteur Youssef Zouayen qui était, à l'époque, président du Conseil devient Premier ministre et Nourredine El Atassi, ancien vice-président du Conseil du gouverne-

ment Zouayen occupe aujourd'hui la charge de Président de la République. Mais c'est bien sûr Jedid le véritable homme fort du régime qui reste dans l'ombre mais bénéficie de l'appui de l'armée. D'ailleurs, pendant le putsch il garda Atassi et Zouayen au siège de l'Etat-Major et les ressortit dès que la réussite du coup d'Etat fut confirmée.

A première vue il ne s'agit que d'un putsch semblable en tous points au dix ou douze qui l'ont précédé (le nombre varie selon que l'on y inclue ou non les « remaniements ministériels » exigés par l'armée).

Mais il prend peut-être un sens un peu différent dans le contexte politique actuel du Moyen-Orient.

Une des causes qui a facilité l'entreprise de Jedid semble être le rapprochement avec l'Egypte nassérienne amorcé depuis deux mois par Bitar. Sur le plan intérieur, cela se traduit par la nomination de personnalités nassériennes au parlement et, sur le plan extérieur, par le voyage effectué par le général Omrane, ministre de la Dé-

fense, au Caire le 17 février, c'est-à-dire cinq jours seulement avant la chute du gouvernement Bitar. Il est certain que cette orientation rencontra de très vives oppositions au sein de l'armée et de la bourgeoisie syrienne qui n'ont pas oublié les affaires de la période d'Union lorsque les officiers du Caire supplantaient ceux de Damas et que les nationalisations bénéficiaient presque exclusivement au trust d'Etat syrien Misr.

Bitar avait eu vent de cet esprit frondeur et préparait le limogeage de 150 à 200 officiers partisans de Jedid et qui désapprouvaient sa politique. Mais, cette fois, à l'encontre de ce qui se produisit le 22 décembre dernier, c'est Hafez qui fut pris de vitesse et le gouvernement Zouayen annonce aujourd'hui l'expulsion de l'armée syrienne d'une centaine d'officiers partisans d'Amine El Hafez.

Ce nouveau prononciamiento ne fait qu'isoler un peu plus Nasser au sein des pays arabes du Machrek.

Car, après le resserrement des liens entre l'Irak et la Turquie, le plus fidèle allié des U.S.A. dans

cette région, après le projet de pacte islamique lancé par Fayçal d'Arabie contre Nasser, et enfin la chute de Bitar et d'Hafez, le Raïs n'a plus guère de partisans parmi les gouvernements arabes voisins. De plus il est toujours empêtré dans la guerre du Yémen qui mobilise 90.000 de ses soldats.

C'est donc dans une position de force pour l'impérialisme U.S. que se sont déroulés à Washington les entretiens entre Dean Rusk et Anouar El Sadate président de l'Assemblée Nationale Egyptienne. Et le gouvernement américain jouera sur l'isolement de Gamal Nasser pour essayer d'amadouer le seul gouvernement de cette région qui manifeste encore quelques velléités d'indépendance à son égard.

C'est pourquoi, s'il est impossible d'affirmer faute de preuves que la C.I.A. se trouvait derrière les conjurés damascènes, du moins peut-on être sûr que leur geste n'a pu que trouver un accueil favorable aux yeux de l'administration Johnson.

L. STERN.

## ● ÉCHOS DES ENTREPRISES ●

# 30 ans après 36 nous sommes toujours soumis à la valse des horaires supérieurs à 40 heures

### ● Au Crédit

#### Lyonnais

#### A BAS LA JOURNEE DE 11 HEURES

Le personnel de Levallois vient d'obtenir 1/4 d'heure de moins par jour.

Ce quart d'heure est donné, d'après la direction « pour permettre aux employés d'aller à la coopérative ». Ce qui est sûr c'est que les nombreux débrayages effectués par le personnel de Levallois depuis le déménagement ont réussi à faire céder la direction. Donc le personnel de Levallois quitte chaque jour à 17 h. 45.

Il faut rappeler en effet que : 1° 1/4 d'heure de moins le soir a été échangé avec 1/4 d'heure de la pause du midi. A Levallois le temps de repas n'est plus que de 3/4 d'heure.

2° Par leur lutte les employés de Levallois viennent d'obtenir

(même si c'est « motivé » par la direction) 1/4 d'heure de moins, largement justifié par l'allongement du trajet que représente pour beaucoup le transfert à Levallois.

D'ailleurs depuis plusieurs mois ils avaient obtenu une compensation en jours de congé supplémentaires.

Au siège nous quittons toujours à 18 h. 15. Lorsque ceux de Levallois étaient en grève on nous a rarement tenu au courant, et encore plus rarement appelé à débayer avec eux (sauf peut-être pour C C A P, plus directement concerné).

Un quart d'heure en moins ce n'est pourtant pas le Pérou. Les conditions de travail du fait de l'allongement du temps passé dans les transports empirent constamment.

Entre 8 h. 45 au bureau plus 1 h. de transport dans chaque

sens, cela fait presque 11 heures passées hors de chez soi. Et nous ne comptons pas l'heure de déjeuner. Et les heures de transport ne sont pas les moins fatigantes. Sans compter pour les femmes le travail qui les attend à la maison.

Pour retrouver, ne serait-ce que la situation d'il y a quelques années, ce serait une heure de moins par jour au minimum qu'il nous faudrait obtenir. Mais pour revenir à la vieille revendication 8 h. de sommeil, 8 h. de loisirs, 8 h.

de travail, avec les transports en commun actuels qui ne peuvent aller qu'en empirant dans les grandes agglomérations, c'est bien à la journée de 6 heures qu'il faut arriver.

C'est possible.

En 1936, c'est les 40 heures que les travailleurs en colère ont fait lâcher au Patronat.

Alors pourquoi pas 30 heures en 1966 ?

(Extrait du n° 92 de la V.O. Crédit Lyonnais).

### ● Chez Chausson

#### « UN PAS EN AVANT DEUX PAS EN ARRIERE »

Une demi-heure de plus chaque soir depuis le 1<sup>er</sup> mars pour les camarades de la tôlerie Peugeot et travail le samedi 5 mars pour ceux de la peinture. Pour combien de temps ? La valse des horaires continue, et, malgré les débrayages, la direction poursuit l'aménagement de la longueur de la journée de travail comme elle l'entend. « Exiger » comme le font les syndicats, le plafonne-

ment des horaires à 48 h. c'est demander, en somme, de revenir à la période d'avant 36, car le plafonnement à 40 h fut obtenu précisément en 36. Les temps ont bien changé pour les syndicats, maintenant ils pleurnichent après des aumônes. Par contre le patron, lui, est resté le même. Et pour lui arracher le retour et le plafonnement des horaires à 40 h. ce sont les moyens de lutte et la détermination de ceux de 36 qu'il nous faudra reprendre.

(Extrait du n° 206 de la V.O. Chausson).

Nous ne pouvons faire paraître les échos de toutes les entreprises où paraissent des « Voix Ouvrière ». Toutefois, nous en communiquons la liste complète pour que ceux qui seraient plus particulièrement intéressés par l'une d'entre elles puissent nous en faire la demande.

- En voici la liste :
- AERONAUTIQUE :**  
SNECMA Kellermann. — Paris XIIIe.  
HISPANO-SUIZA. — Bois-Colombes (Seine)  
SUD-AVIATION. — Courbevoie.
- AUTOMOBILES :**  
BERLIET. — Lyon-Vénissieux.  
CHAUSSON. — Gennevilliers (Seine).  
CITROEN. — Usines Levallois et quai de Javel.  
PANHARD. — Paris.  
GENEVOT. — Ivry (Seine).  
PEUGEOT. — Sochaux.  
RENAULT. — Billancourt, 5 bulletins correspondant à différentes sections de l'usine.  
R.N.U.R. — Général.  
R.N.U.R. — Bâtiment C.  
R.N.U.R. — Bureaux.  
R.N.U.R. — Département 37.  
R.N.U.R. — U 5.
- METALLURGIE :**  
Acieries et Forges de la Loire C.A.F.L. — Saint-Chamond  
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE. — Saint-Nazaire.  
Montres LIP. — Besançon.  
OLIER. — Clermont-Ferrand.  
NEYRPEC. — Grenoble  
BOURGOGNE ELECTRONIQUE. — Dijon.

- BRONZAVIA. — Courbevoie.  
CABLES DE LYON. — Lyon.  
C.I.T. — Paris 15e.  
Cie des COMPTEURS de Montrouge (Seine).  
C.S.F. — Levallois (Seine).  
THOMSON — Gennevilliers (Seine).  
**CHIMIE ET CAOUTCHOUC :**  
KODAK. — Vincennes.  
RHONE-POULENC. — Vitry (Seine)  
ROUSSEL UCLAF. — Romainville (Seine)  
Raffinerie ANTAR. — Donges (Loire Atlantique)  
MICHELIN. — Clermont-Ferrand  
**SERVICES ET DIVERS :**  
AIR-FRANCE. — Ateliers Orly-Nord (Seine)  
AIR-FRANCE. — Blanqui, Paris 13e.  
ASSURANCES GENERALES. — Siège Paris  
ASSURANCES GENERALES. — Drouot  
CAISSE CENTRALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES. — Rue Viala, Paris 15e  
CHEMINOTS. — Générale  
Imprimerie DESJESSES. — Issy-les-Moulineaux  
CREDIT LYONNAIS. — Siège central Paris  
CREDIT LYONNAIS. — Levallois.  
CAISSE REGIONALE DE SECURITE SOCIALE PARISIENNE. — Rue de Flandre, Paris  
NOUVELLES MESSAGERIES DE LA PRESSE PARISIENNE. — Paris  
QUAIS et DOCKS. — Ma seite.

## A PARIS

La prochaine réunion du

# Cercle Léon Trotsky

aura lieu le :

LUNDI 28 MARS, à 20 h 30, Palais de la Mutualité, Salle D, 1<sup>er</sup> étage, 24, rue Saint-Victor, Métro : Maubert-Mutualité, sur le sujet :

### QUE SIGNIFIE LA DESTALINISATION QUI COMMENÇA IL Y A DIX ANS ?

Nota : Cette réunion n'est pas publique. Entrée uniquement sur invitation.

### CERCLE LÉON TROTSKY de Lyon

TOUS LES MARDIS, à 17 h. 30, à la BRASSERIE DE L'ETOILE, 1, cours Gambetta. Participation aux frais : 1 F.

### CERCLE LÉON TROTSKY de Grenoble

Les prochaines réunions auront lieu les JEUDIS 10 et 24 mars, à 20 h, à la SALLE DES TICKETS, PLACE SAINT-BRUNO. Les réunions suivantes auront lieu les 7 et 21 avril et ainsi de suite. Participation aux frais : 1 F.

### CERCLE LÉON TROTSKY de Besançon

TOUS LES MERCREDIS, à 20 heures, au CAFE DU COMMERCE, 10, rue de la République. Participation aux frais : 1 F.

### CERCLE LÉON TROTSKY de Dijon

TOUS LES VENDREDIS, à 20 h. 15, au CAFE DE LA RENAISSANCE, rue Chabot-Charny. Participation aux frais : 1 F.

Ces réunions ne sont pas publiques. Les invitations sont à retirer auprès de nos militants, dans nos permanences, ou en écrivant au Siège.

## VOIX OUVRIÈRE

**A**LORS que l'impérialisme ne parvient à développer les forces productives qu'en faisant planer sur l'humanité la menace de la mort thermonucléaire, que depuis des décades il n'y a pas eu une heure où les armes se soient tuées complètement à la surface du globe, la classe ouvrière, malgré sa combativité maintes et maintes fois vérifiée, n'est pas parvenue à accomplir sa destinée historique : détruire la société capitaliste pour édifier un ordre nouveau supprimant l'exploitation de l'homme par l'homme, abolissant les classes et l'Etat garant de l'injustice sociale.

Depuis la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale sombrant dans le chauvinisme en 1914, depuis la bureaucratization du premier Etat ouvrier, l'Union Soviétique, et la transformation de l'Internationale Communiste en un simple représentant des intérêts diplomatiques de la bureaucratie d'Etat russe, dans aucun des pays avancés du monde la classe ouvrière n'a réussi à créer une organisation de combat susceptible de lui faire conquérir le pouvoir.

Il est évident que le grand responsable de cette situation est le stalinisme. Il n'a pas seulement décliné les révolutionnaires intégrés, trahi les luttes révolutionnaires du prolétariat international, en Chine, en Allemagne, en Espagne, en France, il a aussi complètement annihilé chez les militants et les ouvriers eux-mêmes la notion d'organisation du prolétariat.

De cette douloureuse expérience, de l'insuccès des tentatives de création d'une organisation « bolchevique-léniniste » capable d'accumuler l'expérience des luttes ouvrières, certains ont conclu que cette organisation n'était plus nécessaire, qu'elle était même nuisible. D'autres s'accrochent désespérément aux basques des « grandes » organisations, d'autres encore sautent d'un courant de « pensée » à l'autre. Plutôt que de s'atteler sérieusement à la tâche, ils n'ont fait que généraliser leur propre impuissance et leur propre infirmité.

Quant à nous, fidèles à la tradition de Lénine et de Trotsky, nous œuvrons dans la mesure de nos moyens à la construction d'un tel parti.

### FACE

- à la dégénérescence opportuniste des partis ouvriers traditionnels, parlementaristes et chauvins,
- à la bureaucratization des organisations syndicales désertées par les travailleurs.

### « VOIX OUVRIÈRE » veut :

- Défendre les idées révolutionnaires, dans la ligne de la révolution russe d'octobre 1917, des premières années de l'Internationale communiste, de la lutte de l'Opposition de gauche contre la bureaucratie stalinienne.
- Montrer la justesse du point de vue révolutionnaire dans les grands événements de la politique internationale comme dans les petits faits de l'exploitation quotidienne.
- Regrouper tous ceux qui militent sur le terrain de la lutte des classes.
- Contribuer à l'organisation du prolétariat sous toutes ses formes.
- Œuvrer à la construction du parti révolutionnaire nécessaire pour que puisse triompher la révolution socialiste mondiale.

# DE COUP D'ÉTAT MILITAIRE EN COUP D'ÉTAT MILITAIRE L'IMPÉRIALISME EST-IL EN TRAIN DE RECOLONISER L'AFRIQUE ?

**B**IEN que la grande presse lui ait conféré une grande importance, la personnalité de Kwamé Nkrumah, pour aussi originale qu'elle soit, ne suffit à expliquer ni l'évolution du Ghana depuis 10 ans, ni le coup d'Etat qui vient d'amener l'armée au pouvoir dans ce pays.

Certes, le culte de la personnalité de « l'Osagyefo » (le rédempteur), « fondateur de la nation », avait dépassé ce que connaissent les autres Etats africains, mais en fait il ne s'agit pas d'une exception, mais plutôt d'une caricature. Et si depuis 1957 (date de l'accession du Ghana à l'indépendance), Nkrumah avait concentré tous les pouvoirs entre ses mains, emprisonnant au besoin beaucoup de ses anciens compagnons de lutte, sa carrière ne se distingue pas en cela de celle de la plupart des chefs d'Etats africains.

Et les aspects spécifiquement ghanéens de ce problème ne doivent surtout pas faire oublier que, depuis novembre 1965, c'est le sixième coup d'Etat qui amène l'armée au pouvoir dans le continent noir, suivant l'exemple donné en « Afrique blanche » par Bourmienne l'été dernier.

Le phénomène n'est d'ailleurs pas limité à l'Afrique et l'Indonésie est là pour nous le rappeler.

On peut à bon droit se demander quelle est la part prise par les services secrets impérialistes et, notamment, le C. I. A., dans la préparation de ces putschs. Mais le propre des services secrets étant, et Monsieur de Lapalisse ne nous contredirait pas, d'être secrets, cette question restera forcément sans réponse certaine, car il est bien difficile de savoir dans quelle mesure c'est l'armée, devenue seul soutien du pouvoir, qui a décidé d'elle-même d'exercer celui-ci pour son propre compte et dans quelle mesure l'impérialisme a pu télécommander ces coups d'Etat. De toute manière les réactions, la satisfaction des gouvernements et de la grande presse des pays occidentaux sont suffisamment éloquentes et montrent clairement que ces événements servent les intérêts de l'impérialisme.

Tout se passe — pourrait-on dire — comme si celui-ci avait entrepris de recoloniser l'Afrique par armées interposées.

Et si le « péril chinois » a été invoqué comme « excuse » de tous ces coups d'Etat et surtout du dernier en date, cela ne signifie pas que l'impérialisme craignait l'éventualité de révolutions « communistes » embrasant toute l'Afrique à partir, par exemple, du Ghana.

La voie qu'avaient choisie les dirigeants de ces pays était la même, celle d'une tentative de déve-

loppement national et ils ne pouvaient ou ne voulaient (cela revient au même) essayer de résoudre les problèmes de l'Afrique à l'échelle africaine. Et le geste spectaculaire de Sékou Touré associant (en théorie) Nkrumah à son pouvoir aujourd'hui, ne saurait nous faire oublier que l'Union entre le Ghana et la Guinée, réalisée sur le papier depuis 1958, est toujours restée lettre morte. Car entre des pays où le pouvoir personnel est de règle, il n'est pas d'unification, ni même de fédération possible à long terme car celle-ci exigerait un minimum de démocratie, au moins pour les couches dirigeantes.

Le fait que ces coups d'Etat aient été placés sous le signe de la lutte contre la « subversion chinoise » signifie seulement qu'ils étaient dirigés contre des gouvernements que l'impérialisme ne trouvait pas assez dociles.

Et il ne serait pas étonnant que cette épidémie se développe encore, que d'autres pays connaissent le sort du Ghana, ce qui peut inquiéter, à juste titre, un Sékou Touré.

Mais ce que l'impérialisme peut gagner à ce jeu est bien limité. Car les gouvernements issus de ces coups d'Etat ne pourront manquer, un jour ou l'autre, de reprendre à leur propre compte la politique de ceux qu'ils ont délogé, de défendre les intérêts de la bourgeoisie nationale en s'appuyant dans une certaine mesure, sur les masses populaires pour revendiquer auprès de l'impérialisme, s'ils ne veulent pas se trouver devant la perspective de soulèvements, d'une lutte armée sans issue comparable à ce qui se passe au Sud-Vietnam.

Et si l'absence d'une direction révolutionnaire internationale permet à l'impérialisme de survivre, et au prix de quels bains de sang parfois, dans sa lutte pour maintenir sa domination, chacun de ses succès même fait apparaître plus clairement ses faiblesses. Et lorsque demain cette direction enfin construite sera capable de regrouper sous un même drapeau le combat des masses africaines et celui des prolétaires des pays capitalistes avancés, les jours de l'impérialisme seront comptés.

Christian JUNG



Présentation officielle du nouveau gouvernement du Ghana, du Congo-Léopoldville, du Dahomey, du Nigéria, de la République Centrafricaine, de la Haute-Volta...

## CINÉMA Les amours d'une blonde de Milos Forman

**L**E film « Les amours d'une blonde », de Milos Forman, c'est la suite logique de « L'as de pique ».

L'histoire se déroule dans le cadre de la Tchécoslovaquie actuelle.

Les personnages sortent de la réalité quotidienne et il faut savoir que le film a été tourné en Tchécoslovaquie pour ne pas croire que l'action se déroule dans un quelconque pays capitaliste.

Par certains aspects, ce film s'apparente au réalisme italien, les personnages présentés ne sont pas des héros, mais des gens simples.

Un jeune pianiste à la morale peu scrupuleuse de petit bourgeois arriviste (20 ans de socialisme n'ont guère, semble-t-il, transformé ce jeune homme) séduit une jeune fille.

Pour celle-ci, c'est la possibilité entrevue d'échapper à l'atmosphère étouffante d'un pensionnat dans lequel elle se trouve.

Au début du film, des rencontres sont organisées entre soldats et les jeunes ouvrières d'une usine de chaussures à l'occasion d'un bal (la Tchécoslovaquie a besoin d'hommes!) et on évoque l'ennui et les propos vides de trois bidasses en quête d'aventures dans un bal.

Puis c'est l'usine où travaille l'héroïne : un travail abrutissant et fastidieux. On croirait à s'y méprendre, se trouver dans une quelconque usine, sous la conduite d'un cerbère chef d'équipe, usant et abusant de ses droits, de l'enfer capitaliste.

La famille du jeune homme a son équivalent dans la famille du français moyen. Le père, ouvrier,

épuisé par trente années d'exploitation, n'aspire qu'au repos. La mère, soupçonneuse, ne comprend rien à son fils et a, vis-à-vis de lui, une attitude tyrannique et jalouse. Comme on est loin des joies de l'eden « socialiste » décrit par la presse du P.C.F.

Ce film nous change des films de « réalisme socialiste » que la propagande stalinienne nous inflige.

Tout ne respire qu'ennui et désillusion d'une existence sans perspective, promise à des lendemains qui ne chantent pas. Et cela, d'autant plus que le film est précédé assez cocassement par un documentaire sur les fêtes des vendanges dans les Carpates, où tout n'est que danses, joie et soleil.

Paul GAUTAT

## PERMANENCES

### ● PARIS :

**V<sup>e</sup> arrondissement :** Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine.

**tous les samedis, de 14 à 17 h.**

**X<sup>e</sup> arrondissement :** au siège de VOIX OUVRIÈRE, le samedi de 16 à 20 heures.

**XI<sup>e</sup> arrondissement :** Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, Av. Philippe-Auguste, le mercredi de 17 h. 30 à 19 h. 30.

**XIII<sup>e</sup> arrondissement :** Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, le jeudi de 17 à 19 heures.

**XIV<sup>e</sup> arrondissement :** Café « Champagne », 127, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans, le mercredi de 17 h 30 à 19 h 30.

**XV<sup>e</sup> arrondissement :** Café « Au Métro », place Balard, tous les jeudis, de 17 h. 30 à 19 heures.

**XVIII<sup>e</sup> arrondissement :** Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro : Porte de Clignancourt, le mardi de 17 h 30 à 19 h 30.

### ● BANLIEUE :

**ARGENTEUIL :** Café de Paris, 102, rue P. Vaillant-Couturier, le samedi, de 13 à 15 h.

**BOULOGNE-BILLANCOURT.** — Café « Le Phénix », 155, rue du Vieux-Pont-de-Sèvres (angle rue du Clamart, face au marché), jeudis de 18 h à 19 h au lieu de 17 h 30 à 19 h.

**MONTREUIL.** — « Le Tourangeau », 20, rue Gallieni (métro Croix de Chavaux), le mercredi, de 17 à 19 heures.

**LEVALLOIS.** — Café « Au Terminus du Métro », (angle quai Michelet-Rue A-France), tous les mercredis de 17 h. à 19 h.

### ● PROVINCE :

**BESANÇON :** Auberge Comtoise les jeudis 10 et 24 mars de 18 h 10 à 10 h 30.

— Café Grandvèlle, les mercredis, de 17 h à 19 heures.

**BOURGES :** Café-Bar « Rallye des Halles », place de la Nation (Salle de réunions) les jeudis 17 et 31 mars de 17 h 30 à 19 h.

**CAEN :** Bar Saint-Julien, 86, rue Geole les samedis 12 et 26 mars de 17 h. à 19 heures.

**CLERMONT-FERRAND :** « Café de France », 22, place Delille, les jeudis 10 et 24 mars, de 17 h. à 19 heures.

**DIJON.** — Café « La Renaissance », rue Chabot-Charny, tous les vendredis de 18 h à 19 h 30.

**GRENOBLE :** « Café d'Autrans » 5, cours Berriat, les jeudis 10 et 24 mars et samedi 19 mars de 17 h 30 à 19 heures.

— Café « Le Normandy », place Grenette, les jeudis 10 et 24 mars, de 15 à 17 heures.

**LYON :** Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), le samedi de 17 à 20 heures

Café « Les Etats-Unis » 137, avenue du Professeur-Beauvisage, Lyon-8<sup>e</sup>. Le mercredi, de 17 h 30 à 19 h 30.

**MARSEILLE :** Bar de la Treille, 15, place J.-Guesde (place d'Aix) les jeudis 10 et 24 mars, de 18 à 20 heures.

**MONTBELIARD :** Café de Mulhouse (face à la gare), le samedi 12 mars de 14 à 16 heures.

**SAINT-ETIENNE :** Café-Restaurant, 23, rue des Tréfileriers, les jeudis 10 et 24 mars, de 15 à 16 heures.

**SAINT-CHAMOND :** Café « Idéal-Bar », 4, rue Gambetta, les jeudis 10 et 24 mars, de 18 h. à 19 h.

**SAINT-NAZAIRE :** Café « Le Pélican », 104 bd V.-Hugo, tous les samedis de 16 à 17 heures.

**TOULOUSE.** - Changement de permanence : Café « Le Matelot », 7, rue des 3 Piliers (près place Arnaud Rénard), tous les jeudis de 18 à 19 heures.